GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – AMENDEMENT

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé

Département(s)	-	Date	20 décembre 2023
Numéro		Heure	

Auteur-e(-s) : Conseil d'État		Lié à (obligatoire) : ad 23.127
Titre : Amendement au projet de loi de la commission législative modifiant la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (Récusation)		
Contenu :		
Article 43, lettre c (nouvelle teneur)		
Il n'y a pas lieu à récusation lorsque la discussion et le vote portent :		
c) sur l'acceptation ou le classement d'une résolution, d'une recommandation (<i>suppression de : d'une motion, d'un postulat</i>) ou d'un avis lors de consultations fédérales.		
Motivation (facultatif) :		
Le Conseil d'État considère que la motion et le postulat doivent être soumis au régime de la récusation des membres du Grand Conseil dans la mesure où ces interventions parlementaires ont une dimension contraignante pour le Conseil d'État. Il paraît en effet conforme aux principes démocratiques que l'acceptation ou le classement de ces objets puissent être débattus en dehors de tout conflit d'intérêt et en préservant l'indépendance du pouvoir législatif.		

Auteur-e ou premier-ère signataire : prénom, nom (obligatoire) : Alain Ribaux, président du Conseil d'État		
Autres signataires (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :